

## La guerre en Ukraine : Vers l'effondrement de la réputation occidentale



Par **Oleg Nesterenko**<sup>1</sup>

Après le monde bipolaire, existant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à l'implosion de l'Union Soviétique en décembre 1991, l'actuel conflit sur le territoire de l'Ukraine est le point de gravité dans le processus de transition entre deux grandes époques de l'histoire contemporaine : l'ancienne – unipolaire – qui a perduré durant les 30 dernières années et la nouvelle – multipolaire – post-hégémonique, qui est née fin février 2022.

N'étant guère adepte des théories communistes, je ne peux, toutefois, ne pas constater que les événements d'aujourd'hui ne sont que l'adaptation moderne, le reflet dans le miroir du vieux principe des révolutions exprimé par Vladimir Lénine déjà en 1913 dans son ouvrage « Le premier mai du prolétariat révolutionnaire » : les classes inférieures ne veulent plus vivre à l'ancienne, tandis que les classes supérieures ne peuvent plus gouverner à l'ancienne. Soit, l'impossibilité pour la classe dirigeante de maintenir sa domination en forme inchangée. Aujourd'hui, les « classes supérieures » sont le monde occidental gravitant autour des États-Unis d'Amérique et les « classes inférieures » – le reste de l'humanité.

Une fois de plus, l'histoire n'apprend rien aux « élites » politiques et les époques se remplacent de la même manière que cela fait un siècle : dans la violence.

Les discours sur la défense de la liberté, de la démocratie et des nobles valeurs et, donc, occidentales que l'Ukraine représente et défend ne sont que les narratifs « atlantistes » développés via l'appareil de la propagande des médias mainstream, afin de justifier auprès des masses électorales préformatées les initiatives controversées entreprises par les représentants du pouvoir actuel du bloc de l'occident collectif américano-centrique. Des narratifs très éloignées de la tragique réalité du pouvoir ukrainienne.

Sans entrer dans le détail des intérêts profonds des États-Unis d'Amérique dans le cadre de la guerre en Ukraine qui s'y déroule depuis 2014, des intérêts directement basés sur la stratégie globale de la défense des éléments existentiels pour l'état américain (voir mon analyse « la guerre en Ukraine : la Genèse »), il est à noter que l'arrivée à leurs objectifs

préétablis se traduisait par l'affaiblissement politico-économique significatif de la Russie d'une part, en tant qu'un des acteurs majeurs vis-à-vis du système de pétrodollars et, d'autre part, en tant que partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaro-technologique.

## Le piège anglo-saxon

Les États-Unis d'Amérique se sont retrouvés devant un dilemme existentiel : d'une part, le scénario positif pour Washington dans l'issue de cette guerre devient chaque jour de plus en plus irréalisable ; d'autre part, les Américains ne peuvent pas se permettre de ne pas importer dans la confrontation en cours.

La victoire est un élément vital vis-à-vis de la réputation mondiale en tant que première puissance politico-militaire opérationnelle tant des États-Unis, tant de leurs partenaires européens – un élément vital vis-à-vis du futur de la civilisation occidentale.

Ce qui n'était guère un élément existentiel au début du conflit – en est devenu un dès l'engagement ouvert et radical de l'intégralité du bloc occidental dans les hostilités. Aucun retour en arrière n'est possible.

Vu la spécificité de la situation politique interne aux États-Unis, conditionnée par les dernières défaites militaires en Syrie et en Afghanistan, ils ne leur étaient pas possible d'entrer en guerre seuls ou qu'en tandem avec le monde anglo-saxon. Le monde anglo-saxon, dont nul besoin n'était de convaincre le Royaume-Uni de prendre part au conflit, vu le processus engagé par la Chine et la Russie de l'effondrement des réseaux néocoloniaux, notamment britanniques, sur le continent noir et qui mènera, à terme, à de très graves répercussions vis-à-vis du système financier de la City de Londres – centre traditionnel du brassage des gigantesques revenus de l'exploitation des matières premières de l'Afrique.

Un travail en profondeur, très certainement, a été réalisé auprès de Bruxelles. L'Union Européenne et ses pays membres sont tombés dans le piège américano-britannique qui a fait stimuler les ego des élites politiques du vieux continent vis-à-vis de la grandeur et de la domination du passé qui est en déclin constant avec l'émergence de nouveaux centres de gravité idéologiques en Chine et en Russie. La grandeur et la domination leur ont été proposées de retrouver en entrant en guerre, estimée gagnée d'avance, contre les nouveaux challengers.

## De la « guerre-éclair » vers la guerre d'usure

Initialement, au déclenchement de la nouvelle phase de guerre, il était prévu que les sanctions contre la Fédération de Russie d'une amplitude sans précédent dans l'histoire contemporaine, mises en œuvre par l'occident

collectif sous le patronat de Washington et soutenues sous la pression politico-économique par une partie du monde non occidental dès les premiers jours de la guerre, auraient dû ébranler l'économie russe en quelques mois et la mettre sur le chemin précalculé de l'effondrement inévitable, et faire de la Russie un État paria. Un État paria non pas pour une période de quelques mois ou années, mais pour toute une époque future.

Toutefois, dès le déclenchement des sanctions, des signes inquiétants de la résistance inattendue de l'économie russe sont apparus, parallèlement au refus des acteurs majeurs non occidentaux de condamner l'initiative de Moscou sur le territoire de l'Ukraine, malgré la coercition « atlantiste » hors du commun.

Les États-Unis d'Amérique se sont retrouvés dans l'incapacité de fédérer autour d'eux le monde non occidental dans leur projet antirusse. Le plan primaire qui a dû fonctionner contre la Russie à court terme, en quelques semaines, voire des mois, a totalement échoué.

L'effondrement de l'économie russe qui n'a pas eu lieu, étant l'une des raisons clés de la guerre en Ukraine, afin, notamment, qu'au moment de la phase majeure de la future confrontation des États-Unis face à la Chine la Russie ne puisse se permettre le soutien significatif de son partenaire stratégique asiatique sous la menace de nouvelles sanctions que le pays avec une économie censée être anéantie ne serait en mesure de s'accorder – il était nécessaire de modifier la stratégie.

L'action américaine a été donc fondamentalement revue à la base et s'est tournée vers la stratégie de l'usure à long terme. Stratégie qui ne pouvait fonctionner sans l'élément initialement imprévu : le financement d'une ampleur sans précédent du pouvoir ukrainien. Une ligne de crédit inédite dans l'histoire contemporaine a été ouverte à cet effet au bénéfice de Kiev.

## Le projet des négociations face à la Russie à genoux

Certains experts du camp « atlantiste », en répétant en écho les slogans adressés par la propagande de Kiev à leurs masses, prônent pour objectif indispensable le retour de l'Ukraine à ses frontières de 1991 en le présentant comme étant parfaitement réalisable. C'est à dire, la reprise à la Russie et l'instauration du pouvoir de Kiev sur les villes, telles que Donetsk et Lougansk à Donbass et Simferopol avec Sébastopol en Crimée. Sébastopol, dont la principale raison de la récupération de la Crimée par la Russie était le danger imminent, à la suite du coup d'état de 2014 à Kiev, de la perte de la base navale russe située dans la ville et sa reprise opérationnelle par les forces navales de l'OTAN.

Les personnes qui envisagent sérieusement un tel scénario ne sont que la caricature grotesque et l'insulte au qualificatif d'expert. Point nécessaire de détailler leur position et de rappeler que la probabilité de la reprise

par l'Ukraine, par exemple, du port militaire russe de Sébastopol est infiniment plus faible que l'utilisation massive des armes nucléaires dans le conflit en cours. Cela étant, l'utilisation de la composante nucléaire de la défense russe dans la confrontation est actuellement proche de zéro.

Aujourd'hui, l'objectif du bras armé de l'occidental collectif : importer un maximum d'éléments sur le terrain et, ensuite, de négocier en position de force face à la Russie, censée être ébranlée.

Une forme d'amateurisme déconcertant et la méconnaissance du raisonnement quasi génétique du peuple russe ne permettent pas de faire comprendre aux auteurs de cette stratégie que la négociation clé à partir de la position de faiblesse, quand bien même elle aurait lieu, sur les éléments vitaux pour la Fédération de Russie est totalement inconcevable pour cette dernière et n'aura jamais lieu.

Si par la suite d'une série d'évènements la Russie était, hypothétiquement, mise ponctuellement en position de faiblesse, ce n'est pas une négociation tant espérée, plus que naïvement, par l'Occident collectif face à la Russie affaiblie qui aurait lieu, mais un recul suivi d'une reconsolidation et remobilisation des moyens à disposition de la Fédération de Russie pour le retour sur ses positions de domination de la situation.

À souligner que dans les circonstances économique-militaires de ce jour, d'une part, des pays de l'OTAN et, d'autre part, de la Russie, la probabilité de réalisation du scénario occidental dans les années à venir est mathématiquement proche de zéro.

Il est intéressant de noter qu'il existe un certain nombre d'analystes américains de grande renommée, dont un ancien patron du département de planification de la politique extérieure du Département d'État, qui considère que non seulement une grande défaite dans l'actuelle offensive ukrainienne, tant promue auprès des masses occidentales, afin de continuer à maintenir le tonus nécessaire pour la continuation du financement du conflit, serait catastrophique, mais également une hypothétique grande victoire de l'armée ukrainienne dans cette entreprise ne serait pas moins catastrophique que la défaite.

Ce type d'analyse n'est guère le signe de la schizophrénie ou du dédoublement de la personnalité, mais bien d'une profonde et lucide compréhension des processus en cours : la réaction de la Russie suivra et sera proportionnelle à la nécessité de l'anéantissement d'une nouvelle menace grave.

Néanmoins, je ne peux que rassurer les analystes en question : en prenant en considération les éléments stratégiques des dispositions des forces en confrontation à ce jour, il n'y a pratiquement aucun risque que l'actuelle initiative de Kiev poussée par ses créateurs obtienne un succès. Et la probabilité qu'elle ait un succès majeur et à long terme, au point de faire reconsidérer en profondeur la stratégie de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine est, tout simplement, inexistante.

## Le franchissement des tabous

Aujourd'hui, la compréhension de la réalité sur le terrain des opérations qui diffère grandement du plan de guerre initialement prévu, mène le bloc occidental vers une forme de panique opérationnelle qui se traduit dans l'accroissement chaotique des aides militaires supplémentaires totalement imprévues pour l'agent exécutant dans la confrontation sur le terrain – l'armée ukrainienne.

Cet accroissement chaotique se reflète dans le franchissement des tabous établis par les responsables occidentaux eux-mêmes, comme la livraison à l'Ukraine des obus d'uranium appauvri, des chars occidentaux et les futures livraisons des avions de combat américains (et, ensuite, européens ?) en réduisant, proportionnellement, la marge de manœuvre avant le déclenchement des hostilités directes entre l'armée russe et celle de l'OTAN.

Notamment, la spécificité de l'exploitation des avions de combat F-16 qui seront prochainement fournis à l'Ukraine est telle qu'il est totalement impossible de la réaliser intégralement, d'une manière autonome, sur le territoire de l'Ukraine. Et selon le rôle proportionnel des bases aériennes situées, notamment, en Pologne et en Roumanie, dans l'exploitation de l'aviation en question – l'état-major russe prendra la décision de les bombarder ou pas. Si le ravitaillement des F-16 en munitions a lieu en dehors de l'Ukraine – les frappes russes des lieux en question seront pratiquement inévitables, car, selon les lois de guerre, les pays visés seront considérés en tant que belligérants, participants directs aux combats.

Le drone militaire américain abattu par l'aviation de guerre russe au-dessus de la mer Noire n'est qu'un modeste prélude à la confrontation militaire de grande ampleur qui peut encore avoir lieu entre la Russie et l'alliance atlantique et peut, selon la doctrine militaire russe en vigueur, aboutir à l'utilisation des armes nucléaires tactiques et stratégiques contre les objectifs ennemis.

## Les réalités du potentiel des Russes

Du côté de Moscou, l'obtention de la satisfaction à l'issue du conflit en Ukraine est également un élément existentiel pour la Fédération de Russie.

Une hypothétique défaite est totalement inconcevable pour le Kremlin, de même que pour le peuple russe, car elle mènerait directement à l'effondrement et interne et externe du pays. De ce fait, l'occident commet une grave erreur de calcul en estimant que même une réussite hypothétique de l'offensive ukrainienne pourrait changer le cours de la guerre et mènerait vers la victoire du pouvoir en place à Kiev.

L'unique réalité : cela ne fera qu'augmenter la croissance des forces militaires actives russes sur le front et ne fera que prolonger la durée de la guerre. L'issue fatale pour les intérêts visés par Kiev est une constante

inébranlable.

Le retour de territoires des régions du Donetsk et de Lougansk, leurs capitales incluses, sous le contrôle du pouvoir de Kiev peut frôler uniquement les esprits errant dans les domaines de la fantaisie. De même, parler du retour de la péninsule de Crimée au sein de l'état ukrainien n'est qu'un signe d'un simple manque d'intelligence et d'une coupure profonde de la réalité.

Pourquoi ?

Si, hypothétiquement, la situation sur le terrain des opérations militaires se dégradait au point de représenter un danger réel de perte des territoires du Donbass et de la Crimée admis au sein de la Fédération de Russie – ce qui n'a jamais été le cas, pas un seul jour depuis 2015 – la Russie procéderait à l'implication de l'intégralité de ses capacités militaires et atteindrait ses objectifs dans n'importe quel cas de figure.

La réalité très soigneusement cachée par les pouvoirs occidentaux à leur public est sans équivoque : durant la Seconde Guerre mondiale, la Russie a engagé 60 % de son PIB pour importer face à l'Allemagne nazie. Aujourd'hui, sans rappeler le fait que l'économie russe se porte incomparablement mieux par rapport à ce qui était prévu même dans les prévisions les plus pessimistes du camp atlantique, que la Russie est tout, sauf isolée du reste du monde ; que l'industrie de l'armement russe a démultiplié sa production par 2,7 en un an – je tiens à rappeler une autre réalité qui est la réponse à l'intégralité des questions et des doutes qui peuvent en exister sur le sujet : à ce jour, la Fédération de Russie n'a engagé que 3 % du PIB dans l'effort de guerre face à l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine.

Je vous laisse imaginer l'ampleur et la vitesse du désastre pour le camp occidental si la Russie décidait d'engager non pas 60 %, mais 6 %, au lieu de 3 % de son PIB pour en découdre.

La raison de la non-augmentation supplémentaire de la part du PIB vis-à-vis du conflit en Ukraine est très simple : les calculs démontrent qu'il n'est nul besoin de le faire pour arriver à des objectifs préétablis.

De même, en cas d'une nécessité absolue, cela sera non pas des centaines de milliers, mais des millions de soldats supplémentaires au front – ce qui n'est pas une mission impossible avec une population supérieure à 146 millions d'habitants. Et ce n'est pas la fabrication de centaines, mais de milliers de chars et avions de combat de la dernière génération par an qui peut, industriellement, être mise en place dans des délais relativement restreints.

Si la Russie avait des hypothétiques pertes stratégiques sur les champs de bataille – ce n'est pas le recul et la capitulation russe tant attendus qui auraient lieu – seuls les esprits dérangés et totalement ignorants de la mentalité du peuple russe peuvent envisager un tel scénario – mais uniquement

l'escalade de la confrontation et l'augmentation significative à l'effort de guerre qui auraient lieu.

Il est déplorable de constater que les décideurs actuellement au pouvoir en Occident n'ont pas été aptes à apprendre l'élément majeur les concernant dans la grande leçon de l'histoire et sous-estiment très grandement les capacités sans égal du peuple russe de se mobiliser pour vaincre l'ennemi, dès que le seuil du danger existentiel pour le pays est atteint.

La Russie est très loin d'un tel seuil et je ne peux qu'espérer pour le bien être des pays occidentaux qu'il ne sera jamais atteint.

## Risque civilisationnel

Après les siècles du rayonnement et de l'exposition au monde non occidental du modèle de la réussite exemplaire de la société occidentale, nous sommes arrivés au point de l'exposition d'une tout autre nature : celle de la dégénérescence et de la destruction à vitesse grandissante des valeurs et des principes sociétaux qui ont forgé la civilisation occidentale depuis les deux derniers millénaires.

Les hommes et femmes politiques qui ont pris aujourd'hui le pouvoir sur la majeure partie du vieux continent ne sont pas dans la capacité de comprendre que le rejet de plus en plus grandissant du modèle occidental par le reste du monde, dont la guerre en Ukraine n'a fait qu'accentuer le processus et n'a fait que tomber les masques, a, pour son fondement, le refus de la nouvelle idéologie sociétale occidentale axée sur le néolibéralisme et la domination des intérêts des diverses minorités sur ceux de la majorité – ce qui est, en soit, le projet de « l'anti-société ».

Ce qui a séduit hier ne séduit guère aujourd'hui.

La quasi-intégralité des chefs d'États européens à ce jour ne sont que des traîtres à leurs nations et dont une de leurs rares grandes qualités en commun est celle de creuser d'une manière exponentielle les dettes des pays qu'ils représentent et d'imposer au centre des intérêts majeurs des nations ceux des minorités destructrices qui privent de plus en plus la majorité de leurs droits et libertés, et qui se montrent, en même temps, de plus en plus mécontentes et insatiables.

Dès février 2022, observant la flagrance des doubles standards appliqués par la communauté occidentale, observant la confiscation totalement illégale selon le droit international, le vol des réserves financières russes – les pays du monde non occidental s'éloignent d'une manière accélérée de cette dernière, constatant, à juste titre, qu'ils peuvent être les prochaines victimes.

L'effondrement de la réputation de l'Occident en tant que terre du droit a eu lieu.

Après ce premier effondrement, l'effondrement de la réputation politico-militaire de l'occident collectif vis-à-vis de l'opinion du reste du monde est inévitable.

Plus aucun engagement occidental garanti par sa force militaire ne sera crédible. Les prolongations répétées des investissements massifs dans la guerre sur le territoire de l'Ukraine ne sont dues qu'à la tentative de nuancer les dommages majeurs que l'image de la puissance et de la crédibilité militaire « atlantiste » subiront. L'ampleur sans précédent des investissements est directement proportionnelle à la compréhension de l'ampleur du désastre réputationnel qui suivra.

La motivation du camp occidental est d'autant plus soutenue que derrière la réputation globale c'est la réputation et l'avenir politique purement personnel des dirigeants impliqués qui sont en jeu.

Néanmoins, si pour les États-Unis d'Amérique, pris à part, les intérêts en jeu sont très au-delà de l'élément unique de leur réputation – la guerre en Ukraine n'est que la démonstration d'une étape intermédiaire de la lutte des États-Unis pour sa survie dans son état actuel qui est inconcevable sans la sauvegarde et l'élargissement des monopoles et la sauvegarde de la domination unipolaire politico-militaire ou, plus précisément, militaro-monnaire à l'échelle mondiale – pour les pays de l'Union Européenne, toutefois, la poursuite de leur participation dans le conflit russo-ukrainien n'est qu'une question de « sauvegarde de la face » qui peut encore être nuancée.

Ainsi, pour les États membres de l'UE, il existe une voie alternative, une voie de la sortie de crise profonde de leur engagement contre la Fédération de Russie : le changement des gouvernances suivi d'un rebond significatif des souverainetés nationales, dont les indicateurs d'aujourd'hui sont au plus bas depuis 1944, ainsi que le retour vers la politique de la protection des valeurs sociétales traditionnelles qui ont fait leurs preuves et qui sont les seules à être constructives et viables à long terme et sont les seules à ne pas être rejetées par le reste de l'humanité.

Le changement des gouvernances au niveau des états souverains avec l'arrêt par les futurs leaders politiques du maintien de l'assistance militaro-financière du régime de Kiev, couplé d'une nette désolidarisation de la politique menée par les prédécesseurs, aujourd'hui au pouvoir, qui absorberont ainsi en grande partie le désastre réputationnel.

Ceci est l'unique voie non désastreuse de la sortie de crise que l'Europe vit aujourd'hui, mais qui paraît, néanmoins, très hautement improbable quant à sa réalisation dans les temps qui couvrent le conflit en Ukraine. Car, à l'heure d'aujourd'hui, il n'existe en Europe aucune force politique prête à s'engager en contre-courant au risque garanti de perte de la masse électorale, trop embrigadée et formatée par les outils de manipulation de masses, tels que le filtrage et la distorsion de la réalité dans le cadre de la guerre de la propagande « atlantiste » et de la désinformation menée par les médias mainstreams.



## Le choix du futur

Aujourd'hui, les états du monde sont mis devant le choix stratégique. Le choix qui les laissera soit en position qui est la leur depuis des décennies, soit qui modifiera leur perception et leur rôle sur la scène internationale : rester dans le sillage et sous la domination directe ou indirecte de la puissance militaro-monnaire américaine, épaulée par le vieux continent, ou de changer le vecteur de leur politique étrangère et de rejoindre l'alliance multipolaire qui est, dorénavant, incarnée par les membres du BRICS qui, depuis sa création en 2006, s'est démontrée comme une structure viable de la coopération économique seigne, construite sur les principes fondamentaux de la non-ingérence, de l'égalité des droits et du bénéfice mutuel.

Contrairement à des narratifs propagés pas les mass-medias américano-centrique, la nouvelle formule des relations initiée par la Fédération de Russie séduit de plus en plus de pays qui constatent la défaillance du système de la coopération économique axée sur le modèle occidental vis-à-vis de leurs intérêts nationaux.

L'organisation BRICS, constituée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, représente plus de 40 % de la population de la Terre et plus de  $\frac{1}{4}$  de son PIB et de sa surface, a reçu en juin et en novembre 2022 les candidatures officielles à l'adhésion de la part de trois nouveaux pays, dont deux sont des géants énergétiques : l'Algérie, l'Argentine et l'Iran.

Beaucoup d'autres états ont exprimé leur intérêt à entrer dans le BRICS : les Émirats Arabes Unis, la Turquie, l'Indonésie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Mexique, la Thaïlande, le Nigéria, le Cambodge, la Malaisie, le Sénégal, l'Ouzbékistan, les Fidji, l'Éthiopie et même un pays-membre de l'EU – la Grèce. L'Égypte et le Bangladesh sont les candidats officiels à l'adhésion dès ce mi-juin 2023.

Cela étant, il est à noter que BRICS n'est nullement un club aux portes largement ouvertes à tous. La nouvelle structure n'a aucune attention de répéter les graves erreurs d'autres unions, notamment, de l'Union Européenne qui a fait entrer dans ses rangs ceux qu'on peut qualifier de « n'importe qui », dont les agents d'influence directs des États-Unis qui ont fait anéantir la possibilité du développement politico-économique de l'Union d'une manière autonome de la supervision nord-américaine. Comme exemple, la candidature de la Corée du Sud – pays totalement vassalisé par l'Occident – fait partie de celles qui ont été rejetées à la suite de son incompatibilité avec les intérêts et les principes du BRICS.

Malgré les évidences, dont l'un des éléments fondamentaux est l'intérêt mondial sans précédent vers la structure du BRICS face au G7 et même au G20, le pouvoir « atlantiste » continue à répéter ses mantras fantaisistes sur l'isolement de la Fédération de Russie et sa mise en état de paria, au lieu de refléter l'évidence qu'il essaie frénétiquement de cacher à leur électeurat.

# Le choix des Français

Non seulement faire valoir les intérêts stratégiques de la France sous le fonctionnement actuel de l'Europe à 27, dont les intérêts de plusieurs États membres sont pratiquement à l'opposé de ceux des Français, est une totale utopie, mais le retour même à l'Europe des Six de 1973 n'est guère une solution salvatrice, comme elle est, parfois, présentée par certains analystes.

Car, depuis les 40 dernières années, l'Allemagne a subi de profondes mutations au sein de ses doctrines et stratégies du développement à long terme qui, sur plusieurs éléments clés, vont directement à l'encontre des intérêts politico-économiques et militaro-industriels de la France.

Dans ce contexte, si la France, en ce qui la concerne, ne prend pas le chemin nettement souverainiste dans la protection de ses intérêts nationaux vis-à-vis de sa participation dans des blocs internationaux américano-centriques, dont le réel rôle de Paris n'est plus qu'auxiliaire ; si les élites politiques actuelles n'apprennent pas à développer leurs capacités de vision à long terme – il n'existe strictement aucun projet national digne de ce nom avec une vision ne serait-ce que sur les 15 années à venir – le processus de désagrégation de l'image de la France en tant que puissance ne va que s'amplifier et ses capacités de projection à l'international ne continueront que de se restreindre, ce qui, à terme, mènera inévitablement vers la marginalisation du peuple français vis-à-vis des processus qui construisent le monde de demain.



1 Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))  
*(Ancien directeur de la MBA,  
professeur auprès des masters des Grandes Écoles de Commerce de Paris,  
spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne)*

<https://www.facebook.com/watch/?v=652688499623770&ref=sharing>

